



SIG L-R

Systèmes d'Information Géographique
en Languedoc-Roussillon

Association SIG L-R
500 rue Jean François Breton
34093 Montpellier cedex 5
Tél. : (33) 4 67 54 87 74

www.siglr.org

Etude d'impact d'une IDG en région

Candidature CNIG

Version 0.2

Association SIG L-R

APPROBATIONS

	Prénom Nom	Date	Visa
Rédigé par	Laurent PIGACHE	11/06/2014	✘
Validé par	Membres de l'équipe projet	20/06/2014	✘

LISTE DE DIFFUSION

Date de diffusion	Destinataires	Nb copies	Observation
25/06/2014	Commission animation territoriale du CNIG	e-mail	

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Date	Version	Auteur	Objet de la modification	Parties modifiées
11/06/2014	V 0.1	L.PIGACHE	Création	Toutes
20/06/2014	V 0.2	L.PIGACHE	Retours de l'équipe projet	Chapitres 2 et 5.1

OBJECTIFS DU DOCUMENT

Le CNIG souhaite financer une étude sur l'impact économique direct et indirect d'une IDG pilote en région. L'objectif du présent document est de présenter la candidature de SIG L-R à ce projet.

Sommaire

1. CONTEXTE DE L'ETUDE	2
2. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	3
3. LES ATOUTS DE SIG L-R.....	3
3.1. Un ancrage solide	3
3.2. Une opportunité spécifique au Languedoc-Roussillon.....	4
4. GROUPE PROJET	4
4.1. Comité de pilotage	4
4.2. Porteur du projet.....	5
4.3. Equipe projet	5
5. PHASAGE ET ROLES DES ACTEURS.....	5
5.1. Phase 1 : Définition de la méthodologie	6
5.2. Phase 2 : Recueil utilisateurs	6
5.3. Phase 3 : Analyse	6
6. ARTICULATION ENTRE LES ETUDES	7

1. CONTEXTE DE L'ETUDE

Depuis plusieurs années, la communauté des IDG en France souhaite disposer d'une étude complète relative à l'impact économique d'une IDG en région.

Des études étrangères ont été réalisées soit liées à la mise en oeuvre de la directive INSPIRE (Catalogne, Piémont), soit relatives à une libéralisation complète des données géographiques (Nouvelle-Zélande) mais rien en France, en tout cas aucune étude complète (aspects marchand et non-marchand) examinant précisément les conséquences économiques de l'existence d'une IDG dans une région.

La conviction qu'une IDG va au-delà de la mise en oeuvre d'INSPIRE ou représente plus en terme d'impact que la libéralisation des données, est forte parmi les acteurs de l'information géographique en France.

Une ou plusieurs régions pourraient être identifiées pour être l'objet de l'étude. Deux régions mûres et complémentaires au niveau développement économique semble le plus raisonnable.

2. OBJECTIFS DE L'ETUDE

Cette étude vise principalement à Identifier la structure des effets, notamment des bénéfiques générés par les IDG en fonction des types de bénéficiaires et des modes d'utilisation des données et à établir une typologie des effets et caractériser des protocoles de mesure des principaux effets.

Cette évaluation permettra ensuite de proposer des recommandations ou des analyses plus fines en fonction des types d'utilisation de façon à :

- Faire gagner en lisibilité les IDG dans le paysage régional et national,
- Distinguer parmi les gains vertueux, les gains de mutualisation, notamment dans le secteur public, et les gains dus aux activités nouvelles émergentes dans le secteur privé,
- Conforter les plates-formes existantes dans leur rôle, l'amplifier le cas échéant,
- Renforcer la maturité des régions et des services de l'Etat de façon à faire monter en compétence ce type de structure,
- Faire émerger de nouvelles plates-formes dans les régions où la réflexion est encore embryonnaire sur le sujet.

Le public visé est :

- Les élus et décideurs au premier chef, et dans cette optique il faut que la synthèse de l'étude soit une démonstration claire qui suscite l'investissement. Elle doit raconter « une belle histoire » diffusable aisément, et contienne des slogans facilement mémorisables et transmissibles (1€ investi rapporte...).
- En deuxième niveau l'ensemble des acteurs de l'information géographique, les enquêtes réalisées permettant aussi d'identifier des éventuelles attentes pour des produits hybrides ou nouveaux de façon à préciser un cadre stratégique d'approche pour le positionnement et le développement du secteur

3. LES ATOUTS DE SIG L-R

3.1. Un ancrage solide

SIG L-R, association créée en 1994, est la plus ancienne IDG française. Cette ancienneté lui permet de disposer :

- D'un patrimoine important d'enquêtes utilisateurs.
- D'un nombre de membres importants représentatifs des acteurs publics.
- De liens anciens et efficaces avec des sociétés privées locales travaillant dans le domaine de l'information géographique (ESRI, IGO, IMAGIS, bureaux d'études divers).

- De contacts étroits avec le monde de la recherche, dus en particulier à son implantation de longue date à la Maison de la Télédétection (IRSTEAU, IRD, INRA, SUPAGRO, IAM,...).
- De partenariats institutionnels avec de grands acteurs (IGN, INSEE, GEOSUD, ERDF) et les IDG voisines (APEM, CRIGE PACA).
- Des capacités d'animation et de formation fortes et reconnues.
- D'un dimensionnement et d'un panel de missions identiques à de nombreuses autres IDG, rendant donc la transposition de l'étude à celles-ci plus facile.

3.2. Une opportunité spécifique au Languedoc-Roussillon

SIG L-R et GEOSUD ont été associés par l'Etat et la Région LR à l'élaboration de la stratégie 3S, et ont été retenus pour co-piloter deux actions liées à l'objectif opérationnel « LES USAGES ET SERVICES EXPLOITANT L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET SPATIALE PRODUITE EN REGION SONT PLUS NOMBREUX ET ACCESSIBLES PAR TOUS LES TERRITOIRES » du domaine « Acquisition, traitement et visualisation des données numériques » :

- l'action « Développer et mettre à disposition une plateforme régionale de données et d'informations pour tous les territoires, en facilitant leur accès et leur utilisation »,
- l'action « Pérenniser l'acquisition mutualisée de données géographiques et spatiales sur le Languedoc-Roussillon pour l'ensemble des actions 3S ».

Dans le cadre de cette deuxième action, la Région LR a proposé le financement, via des fonds FEDER, d'une étude sur les nouveaux modèles économiques qui pourraient être inventés autour de l'information géographique et spatiale.

La synergie qui pourrait être mise en œuvre entre cette étude et celle attendue par le CNIG permettrait de mutualiser les moyens et approfondir de manière significative le champ d'actions et les préconisations de celles-ci.

En conséquence, SIG L-R et GEOSUD ont élaboré un pré-programme détaillant les acteurs mobilisables du projet, leurs compétences et rôles respectifs, et les articulations possibles entre les deux études complémentaires.

4. GROUPE PROJET

4.1. Comité de pilotage

Le comité de pilotage de l'étude d'impact sur l'IDG est la Commission Animation Territoriale du CNIG, ou un groupe restreint désigné par celle-ci.

SIG L-R et GOSUD assureront la coordination avec le comité de pilotage de l'étude sur les modèles économique données.

4.2. Porteur du projet

Le porteur du projet serait SIG L-R, avec le soutien direct du pôle appui du CNIG.

4.3. Equipe projet

L'équipe pluridisciplinaire proposée associe acteurs publics, secteur privé et monde de l'enseignement et de la recherche (concept de triple hélice).

NOM	PRENOM	STRUCTURE	Titres ou domaines de compétence
MAUREL	Pierre	GEOSUD	Coordinateur GEOSUD
TRILLES	Pierre	Région L-R	Chef de service SIG
REY-VALETTE	Hélène	LAMETA (Université Montpellier 1)	Enseignant-chercheur en économie
BARANES	Edmond	LAMETA (Université Montpellier 1)	Enseignant-chercheur en économie
MIELLET	Philippe	EDATER	Evaluation des politiques publiques

5. PHASAGE ET ROLES DES ACTEURS

Il ressort des premiers échanges entre les acteurs cités ci-dessus qu'une fertilisation croisée est possible à chaque étape du projet :

5.1.Phase 1 : Définition de la méthodologie

Cette phase devra

- recenser les études de besoins et de marchés existantes,
- cartographier les acteurs concernés et élaborer une typologie des usages,
- identifier les méthodes existantes,
- hiérarchiser les types d'effets à partir d'une première enquête légère et d'un questionnaire en ligne auprès des adhérents de SIG LR,
- élaborer une feuille de route méthodologique innovante pour l'identification et le suivi des effets
- définir les outils à utiliser dans la suite de l'étude pour mettre en œuvre ce suivi

Il faudra privilégier une méthodologie commune aux 2 études.

L'ensemble des acteurs seront associés, mais, dans cette phase, le LAMETA devrait jouer un rôle prédominant en apportant les méthodes et les références.

5.2.Phase 2 : Recueil utilisateurs

Dans cette phase SIG L-R pourra apporter son expérience vis-à-vis du réseau d'acteurs locaux, en particulier pour réaliser des enquêtes ou favoriser des études de cas sur différentes natures d'impact (tests, exemples contre-factuels) qui seraient menées par EDATER qui apporterait la méthodologie opérationnelle.

5.3.Phase 3 : Analyse

Cette phase devra analyser les résultats obtenus lors de la phase précédente, et les extrapoler pour aboutir à :

- des propositions de modèles économiques,
- des marqueurs statistiques (INSEE),
- un état zéro,
- un référentiel de suivi.

...exportables transversalement dans d'autres domaines de la 3S, et longitudinalement dans d'autres régions.

6. ARTICULATION ENTRE LES ETUDES

La phase 1 pourrait être portée par l'étude financée par la Région Languedoc-Roussillon – mi 2014 – fin 2014).

Les phases 2 et 3 pourraient entrer dans la cadre de celle financée par le CNIG et l'IGN (fin 2014 – mi 2015).

L'ensemble de l'étude serait capitalisée pour l'étude nationale qu'envisage de lancer l'IGN en 2015.

PROJET